



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Direction des affaires européennes DAE

La Suisse et l'Union européenne, quel avenir ?



Février 2013



Plan de l'exposé

- 1. La Suisse au cœur de l'Europe; le poids de l'histoire et les éléments de la démocratie directe**
2. Les relations économiques entre l'UE et la Suisse et entre la France et la Suisse
3. La voie bilatérale et les accords de coopération
4. Une politique européenne solidaire
5. Prochaines étapes





Géographie: Situation et ratios

- 41'285 km²,
- soit 1,5 ‰ de la surface totale du globe





Objets de la votation populaire du 2.12.2001

- La votation sur le frein à l'endettement ; (**acceptée** par 85% des votants)
- L'initiative populaire « pour garantir l'AVS – taxer l'énergie et non le travail (**refusée** par 77% des votants)
- L'initiative populaire « pour une politique de sécurité crédible et une Suisse sans armée » (**refusée** par 78%)
- L'initiative populaire « La solidarité crée la sécurité : pour un service civil volontaire pour la paix » (**refusée** par 77%)
- L'initiative populaire « pour un impôt sur les gains en capital » (**refusée** par 66%)

Source: Swisstopo



Politique européenne de la Suisse

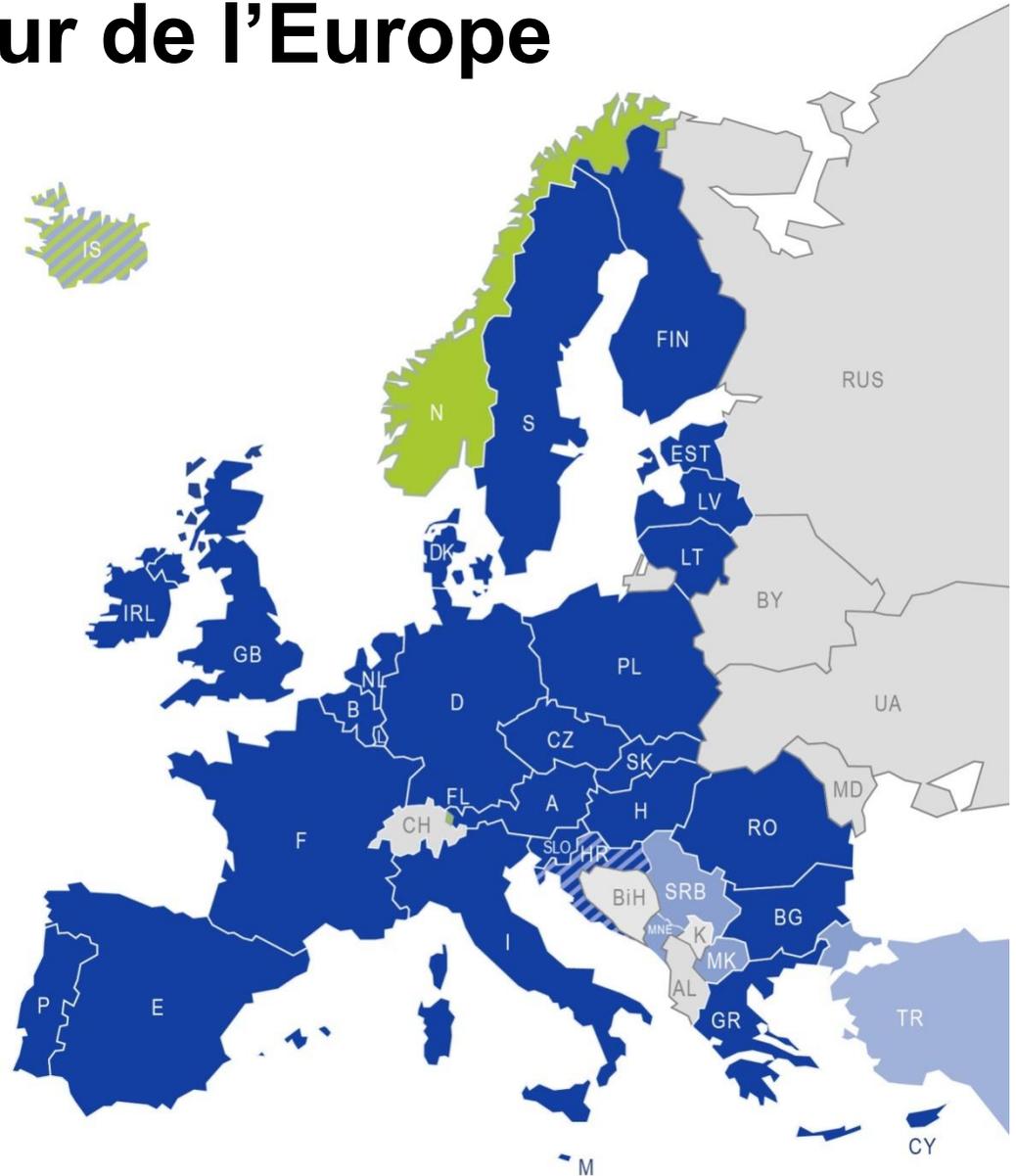
1. La Suisse au cœur de l'Europe
- 2. Les relations économiques entre l'UE et la Suisse et entre la France et la Suisse**
3. La voie bilatérale
4. Une politique européenne solidaire
5. Prochaines étapes





La Suisse au cœur de l'Europe

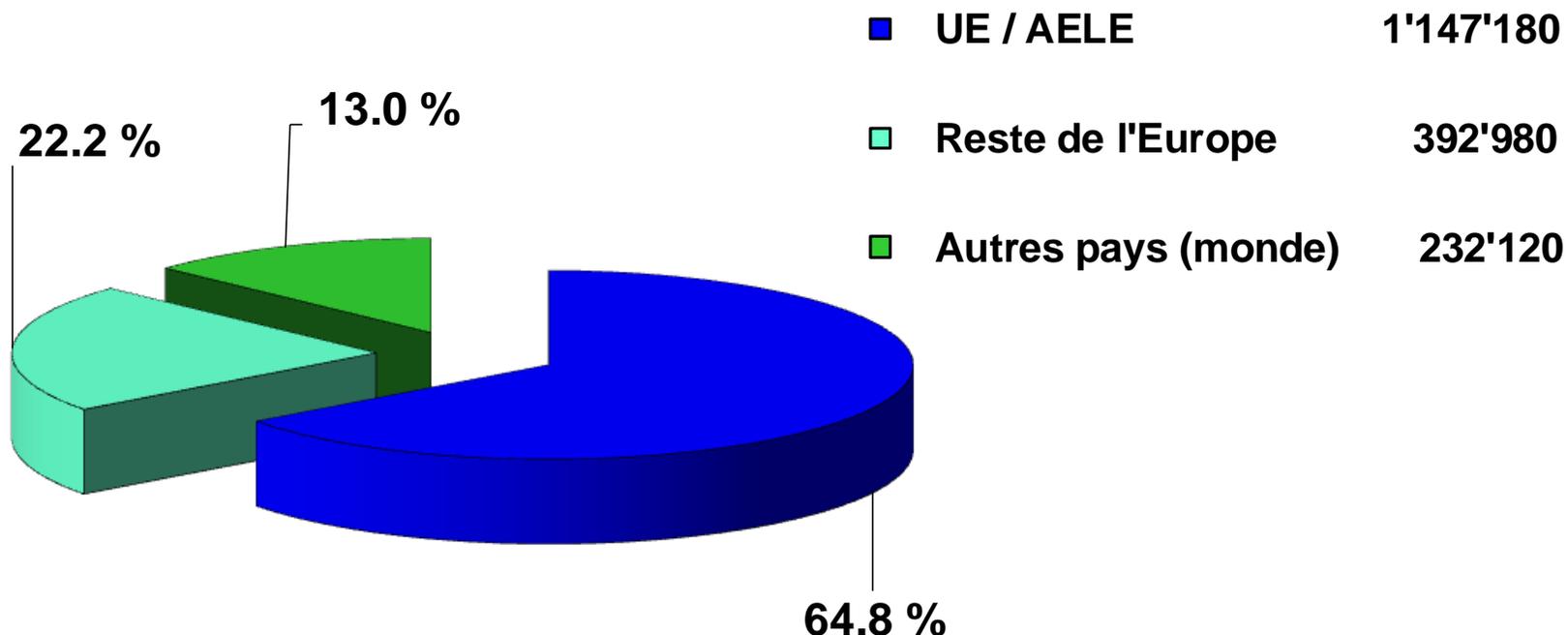
-  UE-27
-  EEE
-  Pays en voie d'adhésion
-  Candidats à l'adhésion





Résidents étrangers en Suisse (2011)

Population totale 7,86 millions
Nombre d'étrangers **1,77 million** (22.5 %)
Frontaliers 260'000 (env. 25% en Europe)



Source: Office fédéral des migrations ODM



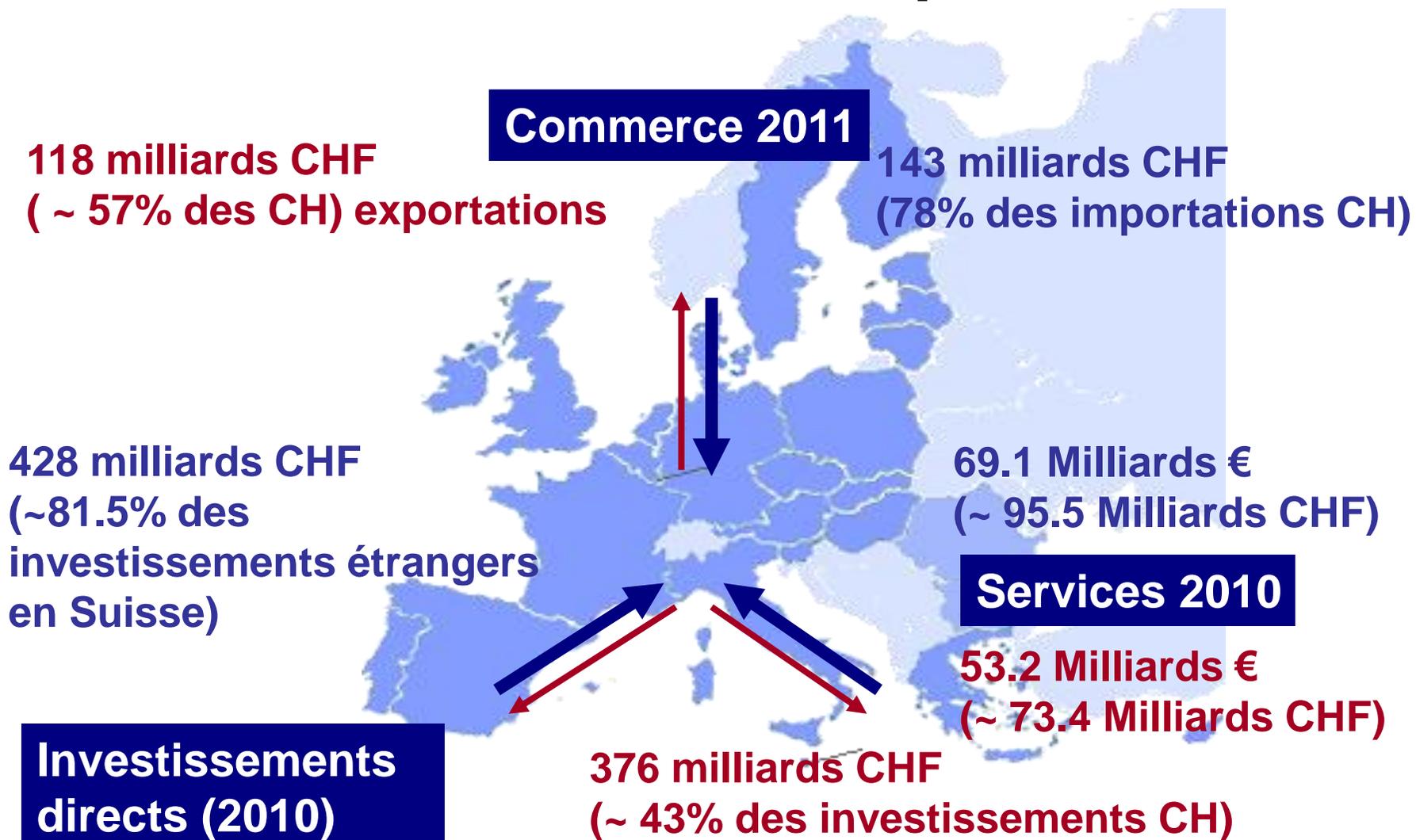
Un étroit partenariat

- Le partenaire **politique** et **économique de l'UE** le plus important après les USA et la Chine mais avant la Russie et le Japon
- Proximité **géographique** et **culturelle.**



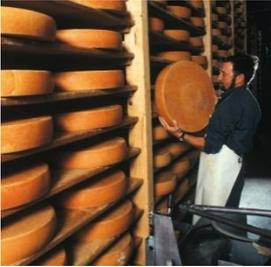


Intenses relations économiques CH-UE



Sources: BNS, Eurostat

Économie: Echanges avec la France



- Exportations suisses en France en 2011:
CHF 14.3 Mrds (env. € 11.9 Mrds)
- Exportations françaises en Suisse en
2011 : € 12.8 Mrds env. (15.4 Mrds CHF)
- Exportations françaises en Chine:
€10.7 Mrds en 2010, € 13.1 en 2011
- Exportations françaises au Japon en
2011 :
€ 6.5 Mrds



Politique européenne de la Suisse

1. La Suisse au cœur de l'Europe; le poids de l'histoire et les éléments de la démocratie directe
2. Les relations économiques entre l'UE et la Suisse et entre la France et la Suisse
- 3. La voie bilatérale et les accords de coopération**
4. Une politique européenne solidaire
5. Prochaines étapes





6 décembre 1992

- Le Non du 6 décembre 1992 à l'origine de l'approche bilatérale





Les accords bilatéraux

Succès:

- Accès réciproque aux marchés
- Base d'une politique d'ouverture et de coopération étroite

Voie bilatérale comme modèle de réussite.
La relation avec l'UE doit se poursuivre sur
cette voie.





Initiative 2001 „Oui à l'Europe“

- Les *dispositions transitoires de la constitution fédérale* sont complétées comme il suit:
- *Art. 23 (nouveau)*
- ¹La Suisse participe au processus d'intégration européenne et vise dans ce but à adhérer à l'Union européenne.
- ²La Confédération engage sans délai des négociations avec l'Union européenne en vue d'y adhérer.
- ³L'adhésion à l'Union européenne sera soumise au vote du peuple et des cantons, conformément à l'article 89, 5^e alinéa.

• **Résultat : NON à 77 %**





Les Accords bilatéraux I (1999)

1. Libre circulation des personnes
2. Obstacles techniques au commerce
3. Marchés publics
4. Agriculture
5. Recherche
6. Transport aérien
7. Transports terrestres

Intérêts

Meilleur accès réciproque aux **marchés du travail**, des **marchandises** et des **services**





Un choix confirmé par le peuple suisse

1992 **Non (50,3 %)** à l'Espace économique européen (EEE)

1997 **Non (74,1 %)** à l'initiative **contre** l'ouverture de négociations d'adhésion à l'UE

2000 **Oui (67,2 %)** aux **Bilatérales I**

2001 **Non (76,8 %)** à l'initiative « Oui à l'Europe! »

2005 **Oui (54,6 %)** à Schengen / Dublin

2005 **Oui (56,0 %)** à l'extension de la libre circulation des personnes

2006 **Oui (53,4 %)** à la Loi sur la coopération avec l'Europe de l'Est

2009 **Oui (59,6 %)** à la reconduction de la libre circulation et à son extension



Les Accords bilatéraux II (2004)

1. Schengen / Dublin
2. Fiscalité de l'épargne
3. Lutte contre la fraude
4. Produits agricoles transformés
5. MEDIA
6. Environnement
7. Statistique
8. Pensions
9. Education, formation, jeunesse

Intérêts

- Coopération **politique** étendue
- Meilleures **conditions-cadres économiques**





Politique européenne de la Suisse

1. La Suisse au cœur de l'Europe, le poids de l'histoire et les éléments de la démocratie directe
2. Les relations économiques entre l'UE et la Suisse et entre la France et la Suisse
3. La voie bilatérale et les accords de coopération
- 4. Une politique européenne solidaire**
5. Prochaines étapes





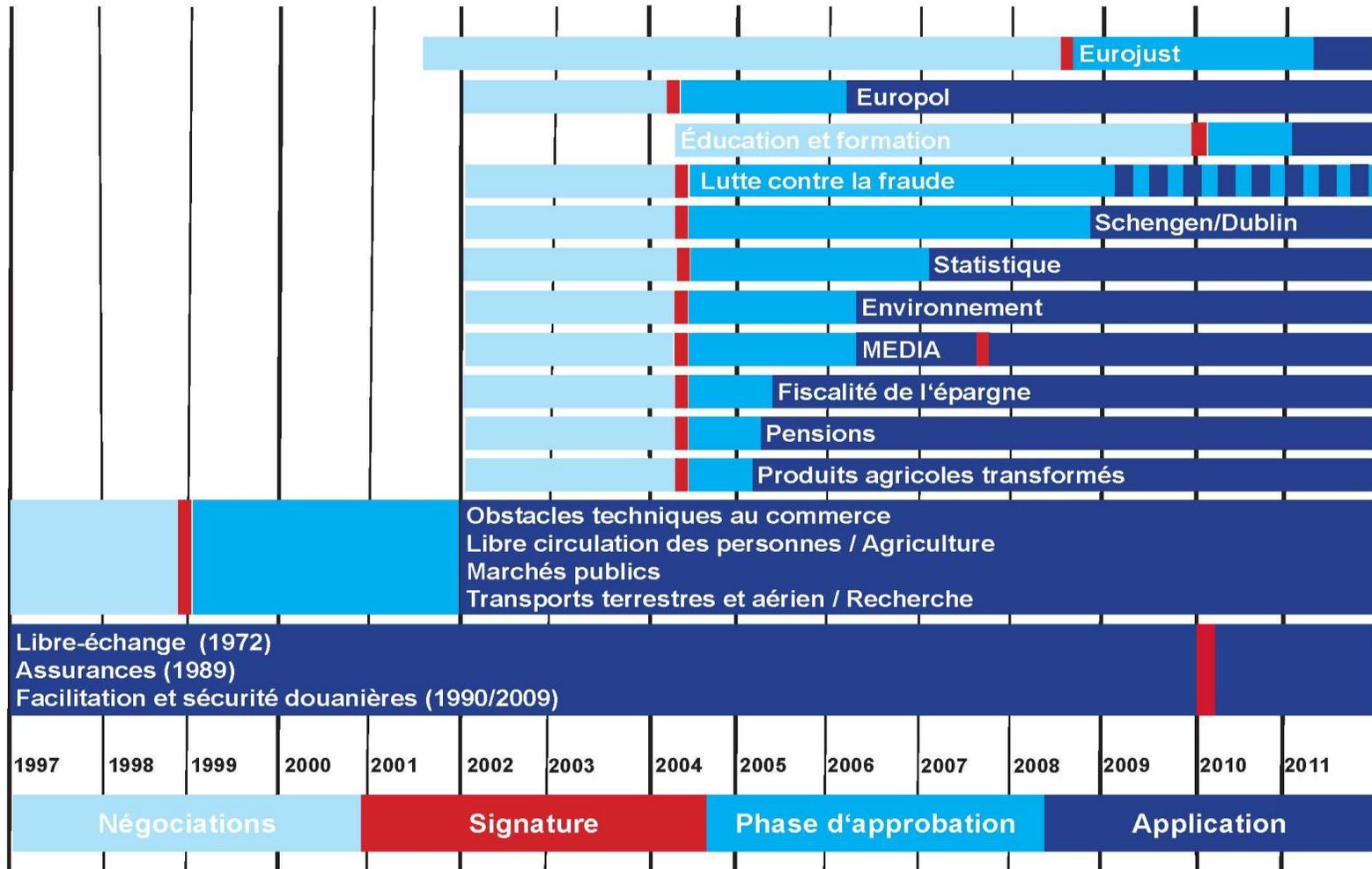
Une politique européenne solidaire

- Participation au Conseil de l'Europe et à l'OSCE
- Construction des nouvelles lignes ferroviaires à travers les Alpes (NLFA)
- Missions de paix (p.ex. au Kosovo)
- Contribution à l'élargissement de l'UE





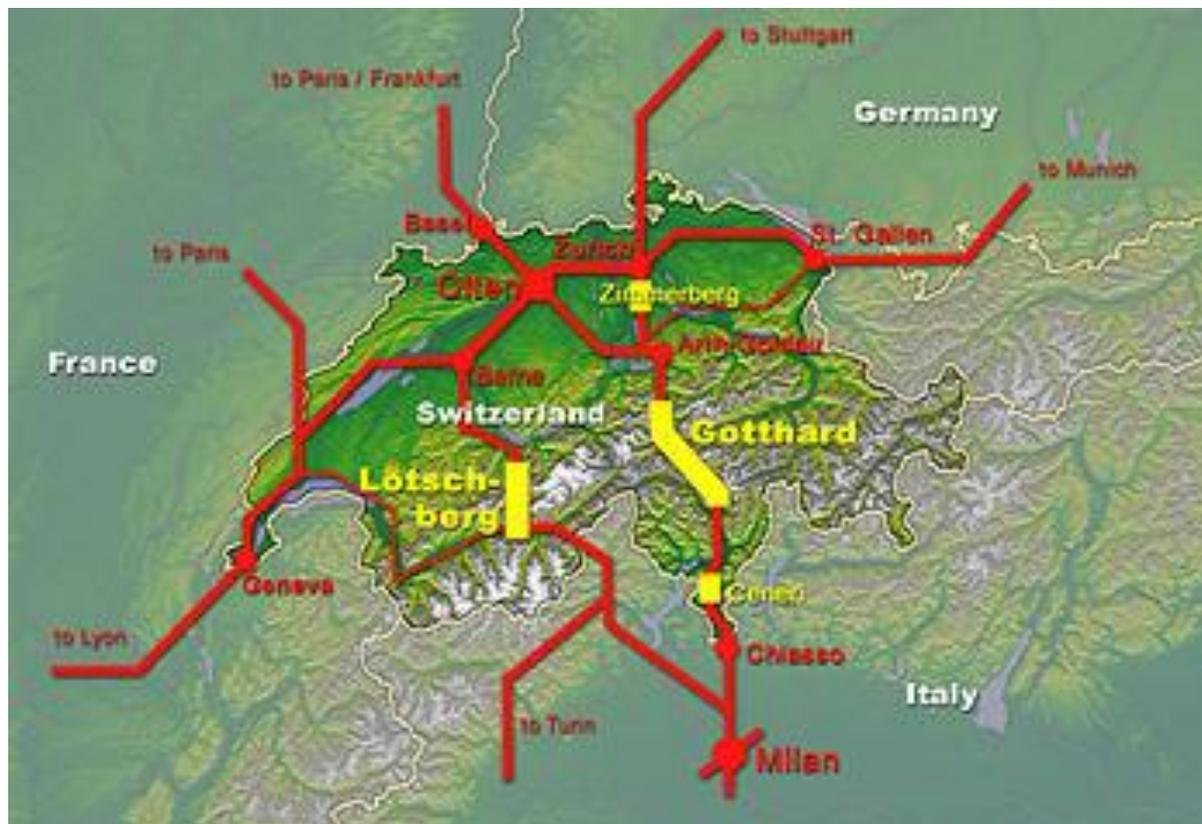
Vue d'ensemble des accords bilatéraux



Nouvelles transversales alpines

Tunnel du
Lötschberg:
35km de
longueur

Tunnel du
Gotthard:
57km de
longueur
(record
mondial)





Contribution à l'élargissement de l'UE

- Réduction des **disparités économiques et sociales**
- Contribution indépendante à la politique de cohésion de l'UE
- Soutien de projets concrets sélectionnés et contrôlés par la Suisse

Intérêts

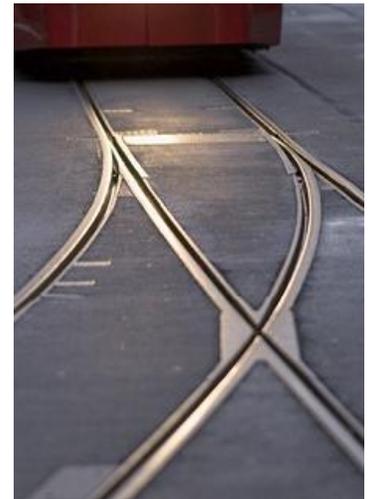
- **Investir auprès des partenaires économiques**
- **Renforcer la sécurité**
- **Coopérer solidairement avec l'UE**
- **Renforcer la voie bilatérale**





Politique européenne de la Suisse

1. La Suisse au cœur de l'Europe; le poids de l'histoire et les éléments de la démocratie directe
2. Les relations économiques entre l'UE et la Suisse et entre la France et la Suisse
3. La voie bilatérale et les accords de coopération
4. Une politique européenne solidaire
5. **Prochaines étapes**





Poursuivre la voie bilatérale ?

Oui, à certaines conditions, notamment :

- La Suisse a une **marge de manœuvre** suffisante pour ses décisions politiques.
- L'UE est disposée à trouver avec la Suisse des **solutions** par la voie bilatérale.
- Les **conditions économiques** n'évoluent pas dans un sens défavorable à la Suisse.



Source: «Rapport Markwalder» 2010



Les défis

- L'UE est **moins flexible** en termes de **solutions ad-hoc**.
- Le droit de l'UE est en **constante évolution**.
- **Risque d'obstacles d'accès aux marchés étrangers** pour les acteurs suisses.
- L'UE demande «une application et une interprétation uniforme et simultanée» de la législation du marché intérieur.
- **Principe du parallélisme** : l'UE a également des intérêts à défendre (p. ex. dans le domaine fiscal).





Position du Conseil fédéral

- La Suisse participe **activement et solidairement** à la réalisation d'objectifs communs en Europe.
- Les accords bilatéraux sectoriels représentent actuellement l'instrument qui permet à la Suisse de défendre au mieux ses **intérêts.**
- La politique européenne fondée sur les accords bilatéraux sectoriels **a fait ses preuves** et **demeure praticable.**
- La voie bilatérale est devenue **plus difficile** et certaines **questions institutionnelles** doivent être résolues.

Intérêt

Renouvellement de la voie bilatérale



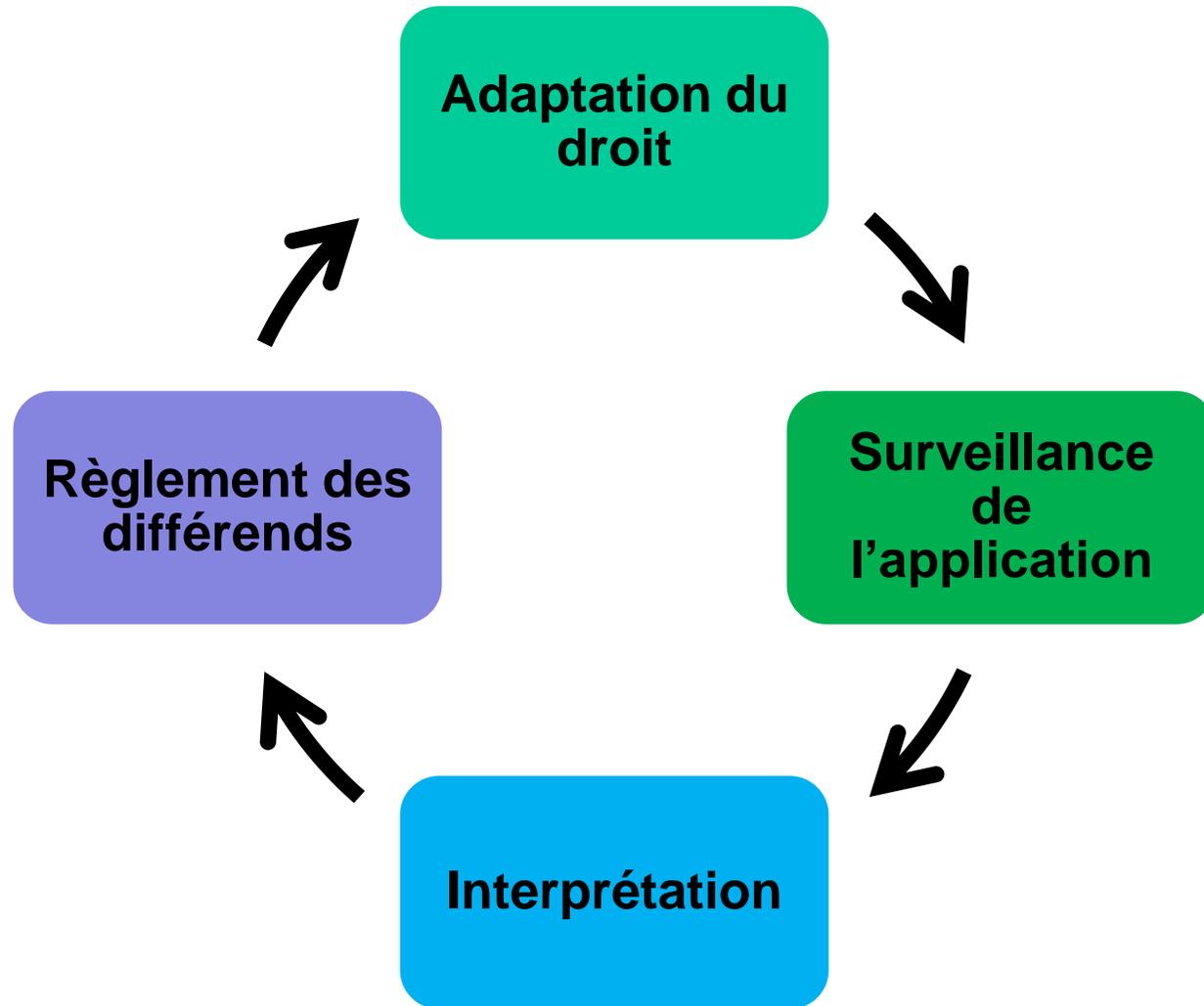


Les grandes lignes du développement des accords bilatéraux

- Respect de la **souveraineté** des deux parties ; **pas de reprise automatique** des nouveaux développements du droit de l'UE.
- Des mécanismes institutionnels devraient faciliter la mise en œuvre des accords.
- Conditions-cadres équivalentes pour les deux partenaires.
- La Suisse continue à mener une politique solidaire.



Questions institutionnelles





Approche d'ensemble et coordonnée

- **Questions institutionnelles : Adaptation, mise en œuvre, interprétation, règlement des différends ;**
- **Dossiers d'accès au marché : Electricité, libre-échange agricole, santé, sécurité des produits, REACH (Registration, Evaluation, Authorisation and Restriction of Chemical substances);**
- **Dossiers de coopération : Galileo, commerce des droits d'émission (ETS) , coopération entre autorités de concurrence, promotion de la paix, EASO (European Asylum Support Office) et Agence IT;**
- **Dossiers fiscaux : Révision de l'accord sur la fiscalité de l'épargne, dialogue sur l'imposition des entreprises;**
- **Contribution à l'élargissement.**



MERCI DE VOTRE ATTENTION!